

PISA et le déclin de l'école...

Trop de discours considèrent le déclin de l'école française comme un constat évident. Bien sûr, la convergence de ces constats ne signifie pas la convergence des analyses et ce serait choisir l'amalgame que de vouloir les considérer sans distinction. Mais force est de constater, qu'y compris chez ceux que tout semble opposer, l'évocation du déclin constitue un thème partagé, initie les discours politiques sur l'école et influence les représentations de sens commun.

Pisa semble, dans ce concert de critiques, offrir la validation de la mesure objective. Nous sommes convaincus que l'école doit progresser et parvenir à des résultats plus égalitaires. C'est même un des buts des statuts de notre organisation syndicale.

Mais les discours actuellement tenus offrent-ils le meilleur contexte aux progrès attendus, soutiennent-ils les efforts souhaités, décrivent-ils la réalité ?

Michel Gonet
Paul Devin

Commentaires sur les commentaires : présentation, représentations et mise en récit des résultats PISA

Michel GONNET

Manifestement, les pratiques de « benchmarking » s'installent durablement comme norme de gestion et d'évaluation des affaires publiques. Ainsi, PISA devient l'aune essentielle – pour ne pas dire exclusive- d'appréciation de « l'efficacité » des systèmes éducatifs. Avant de fournir des indicateurs de comparaison dont on pourrait apprécier avec le temps qui convient l'utilité mais aussi les limites, la publication des résultats PISA participe désormais d'un événement annoncé qui n'échappe ni à la dramatisation ni à l'instrumentalisation. De par l'écho et la lecture qui lui sont donnés, PISA participe grandement à la construction de l'opinion qu'ont les citoyens de leur école.

C'est pourquoi, cet article ne vise pas tant à une analyse critique de PISA qu'à tenter de décrire et de commenter le déferlement médiatique ou politique qui a suivi ou accompagné la publication des résultats.

Pour commencer, je voudrais citer un exemple d'item proposé dans les tests mathématiques de PISA 2012 cité par [Le Monde](#)

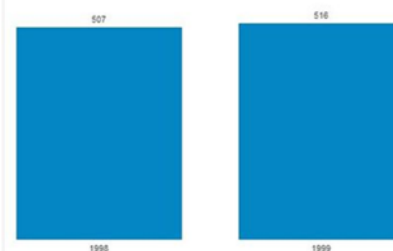
Selon la même [source](#), la réponse proposée est la suivante :

L'échelle du graphique est trompeuse. L'énoncé selon lequel les cambriolages ont augmenté paraît, au premier coup d'œil, justifié.

Mais l'axe des ordonnées (vertical) est tronqué : seule la partie entre 500 et 520 est représentée. Conséquence : la différence entre les 507 cambriolages de 1998 et les 516 de 1999 semble beaucoup plus importante qu'elle ne l'est.

Si l'on refait ce graphique sans tronquer les ordonnées, la différence est beaucoup moins visible

Ce qui est fort logique, vu que l'accroissement (A) n'est en réalité que de : $[(516 - 507)/507] = 1,77\%$



Les 3 et 4 décembre, donc, la publication des résultats PISA fait quasiment la une des journaux papiers (Libé, 20 mn,...) et des médias numériques télévisés ou radiophoniques. V. Peillon et Ph. Meirieu furent les invités de la matinale de France-Inter) Parmi tant d'autres, on peut relever quelques exemples de titres et de mises en récit souvent accompagnés d'infographies :

« Autre constat d'échec : en mathématiques (la compétence majeure" étudiée par Pisa 2012), le niveau des élèves français est en **chute libre** : le score de la France est passé en la matière de 511 points en 2003 à 495 points en 2012. » (L'Express)

« PISA : La France **dégringole** »(TF1)

« Résultats de l'enquête Pisa : la France, **cancre** en maths » (Le Figaro)

« Éducation : la France **bonnet d'âne** en maths... » (F. Lenglet, RTL)

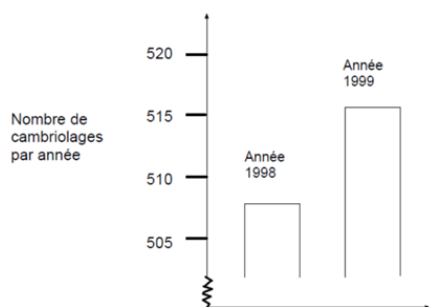
CAMBRIOLAGES

Question 1: CAMBRIOLAGES

M179Q01 - 01 02 03 04 11 12 21 22 23 99

Lors d'une émission télévisée, un journaliste montre ce graphique et dit :

« Ce graphique montre qu'il y a eu une très forte augmentation du nombre de cambriolages entre 1998 et 1999. »



Considérez-vous que l'affirmation du journaliste est une interprétation correcte de ce graphique ? Justifiez votre réponse par une explication.

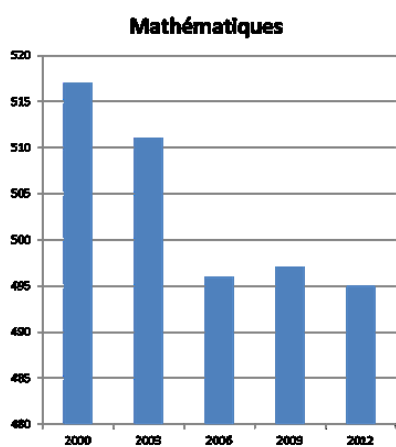
Commentaires sur les commentaires (suite)

Parmi les politiques, les réactions sont nombreuses et on se limitera à deux d'entre elles :

V. Peillon : "Vous allez voir en décembre on va avoir les nouvelles études Pisa. La France **décroche totalement** dans les performances de ses élèves. Sur dix ans, ça devient **dramatique**." (Déclaration faite avant la publication des résultats)

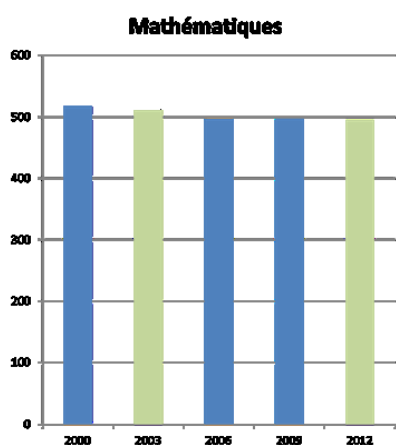
L. Vauquiez : Plutôt que "les stages gomettes ou les stages scoubidou, il ferait beaucoup mieux de sérieusement travailler avec les professeurs" pour "renforcer le CP". L'alerte "posée par Pisa est une **alerte rouge** pour M. Peillon".

En regard des compétences attendues par PISA pour des adolescents de quinze ans on pourrait indiquer que :



L'échelle du graphique est trompeuse. L'énoncé selon lequel la France est « en chute libre », qu'elle « dégringole », qu'elle « décroche totalement », qu'elle est en « alerte rouge », qu'elle est un « cancre » ou « bonnet d'âne » ..., au premier coup d'œil, paraît justifié. Mais l'axe des ordonnées est tronqué : seule la partie entre 480 et 520 est prise en compte. Conséquence : la différence entre les 511 de 2003 et les 485 de 2012 semble beaucoup plus importante qu'elle ne l'est.

Si l'on refait ce graphique sans tronquer les ordonnées, la différence est beaucoup moins visible

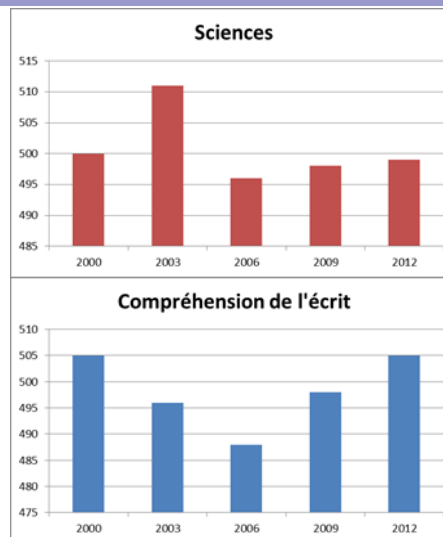


Ce qui est fort logique, vu que la différence des deux années comparées à 9 ans d'intervalle n'est en réalité que de : $[(511 - 495)/511] = 3,13\%$

On peut prolonger l'analogie avec les deux autres domaines évalués (Sciences et compréhension de l'écrit) par PISA

2012 dont les commentateurs auraient pu faire une présentation emphatique avec le même procédé « infographique » :

Auquel cas, on aurait pu titrer « **PISA 2012 : Inversion de la**



courbe en sciences confirmée et remontée importante en compréhension de l'écrit ! »

Mais ils ne l'ont pas fait : ce qui est heureux car c'eût été tout aussi trompeur et réducteur.

La relativité et mise en récit du rang de classement à partir de deux exemples :

« La tendance est confirmée ce mardi : la France recule de la 22e à la 25e place au sein des pays évalués. Un coup dur. » (L'Express)

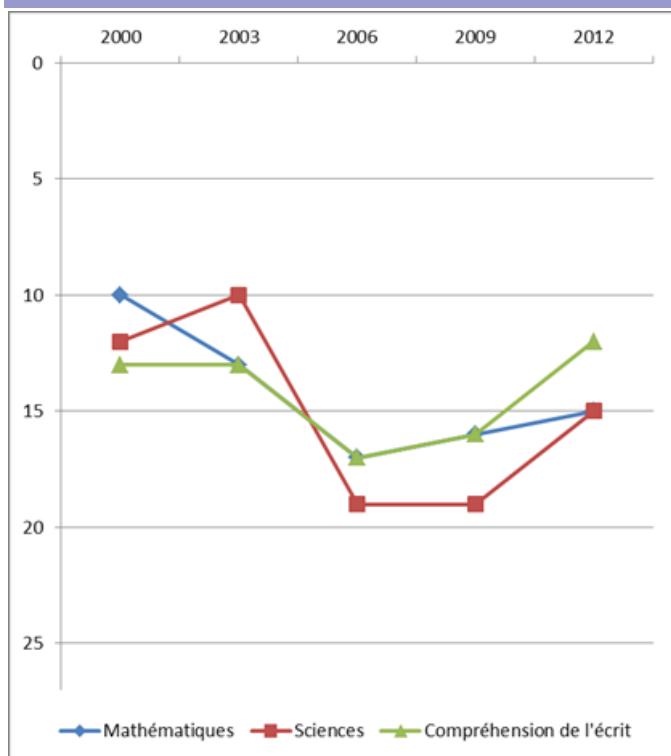
« Le décrochage français se confirme amplement, reléguant la 5e puissance mondiale de la 22e à la 25e place sur 65 pays expertisés sous l'égide de l'OCDE. Les pays et économies asiatiques, Shanghai en tête, trustent les sept premières places. » (Le Bien Public)

Sur l'ensemble des pays évalués (qu'ils soient membres de l'OCDE ou non), le rang de la France glisse effectivement au fil des années. Mais cette comparaison a peu de sens dans la mesure où 24 pays se sont ajoutés aux 41 ayant initialement participé à l'enquête de 2003 soit une augmentation de plus de la moitié. Ainsi, pourrait-on dire aussi en 2012, que la Finlande recule de 12 places ou la Corée de 5 !

A cet égard, les trois «pays» au sommet du classement Pisa sont en fait des villes –Shanghai, Singapour, et Hong Kong– ainsi que pour la 6e place, Macao. Les comparer à des pays géographiquement dispersés et socialement plus divers est quelque peu fallacieux...Ce qui n'empêche pas la presse chinoise de faire sa « mise en récit » sur les étudiants chinois plus forts que les Américains.

Si on limitait la comparaison aux seuls 27 pays membres de l'OCDE qui participent aux études depuis 2000, on constaterait que le rang de la France est globalement reparti à la hausse depuis 2006 : la France passerait de la sorte du 17e au 12e rang en compréhension de l'écrit entre 2009 et 2012, du 19e au 15e en sciences ainsi que du 16e au 15e en mathématiques. En conséquence, on pourrait réaliser « l'infographie » suivante :

Commentaires sur les commentaires (suite)



Le caractère inégalitaire du système éducatif français :

Tous les systèmes éducatifs observés par PISA sont inégaux mais la France est le pays de l'OCDE le plus inégalitaire dans le sens où la performance est la plus fortement corrélée avec le niveau socio-économique et culturel des familles. Incontestablement, PISA 2012 montre que ce caractère inégalitaire s'est aggravé.

Rappelons que le SNPI-FSU a fait inscrire dans ses statuts lors du dernier congrès « la promotion d'un système scolaire égalitaire permettant l'accès à une culture commune émancipatrice ». Il ne peut donc que s'interroger de la place où il est à la façon de traduire concrètement cet objectif.

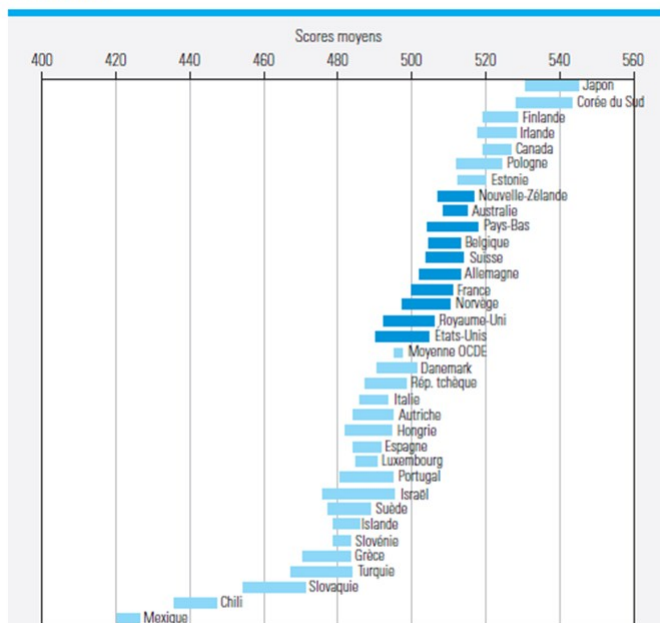
Il n'en reste pas moins troublant de voir certains hommes politiques, à la place où ils sont, « s'étrangler » d'indignation devant ce caractère inégalitaire. En tout état de cause, l'éducation ne pourra suffire seule à réduire le fossé socio-économique qui s'élargit au sein de la population. Rechercher l'efficacité dans la lutte contre les effets de la pauvreté sur l'école devrait conduire les femmes et les hommes politiques à ne pas se cantonner aux seuls facteurs liés à la salle de classe : pour que les enfants pauvres réussissent mieux à l'école, il convient sans aucun doute de mettre aussi en place des politiques de nature à les aider à sortir de la pauvreté.

Michel GONNET

Bien sûr, ce raisonnement comporte les mêmes limites car les différences de places aux classements – dans un sens ou un autre – sont dans la plupart des cas statistiquement « non significatives » (1)...

Ainsi, ici, il est plus juste statistiquement de dire que la France se situe entre la 8^e et 17^e place. Ce qui n'empêche personne de commenter abusivement ou d'instrumentaliser les places à ses propres fins.

GRAPHIQUE 1 – Résultats des pays sur l'échelle internationale de compréhension de l'écrit dans PISA 2012



Lecture : en 2012, la moyenne de la France en compréhension de l'écrit (505) est supérieure à celle de l'OCDE mais n'est pas statistiquement différente de celle des pays représentés avec des rectangles de la même couleur. La largeur des rectangles traduit l'intervalle de confiance autour de la moyenne qui correspond à l'erreur d'échantillonnage.

Source : MEN-MESR DEPP / OCDE

GRAPHIQUE 2 – Répartition des élèves dans les niveaux PISA de compréhension de l'écrit

(1) Significativité : PISA est une enquête réalisée sur échantillon. De ce fait, les résultats sont soumis à une variabilité qui dépend des erreurs d'échantillonnage. Il est possible d'estimer statistiquement ces erreurs d'échantillonnage et de produire des intervalles de confiance. À titre d'exemple, le score moyen des élèves français en compréhension de l'écrit est de 505 en 2012, mais le vrai score, tel qu'il serait calculé pour l'ensemble des élèves de 15 ans, se situe, avec une probabilité de 95%, entre 500 et 511. Par conséquent, en 2012, le score moyen de la France est significativement au-dessus de celui de l'ensemble des pays de l'OCDE, qui est de 496. Et pour les mathématiques : « ..., il n'est généralement pas légitime de dire que deux pays qui se suivent dans le classement ont des scores significativement différents. Ainsi, on peut considérer que, en culture mathématique, la France se situe en 2012 entre la 13^e et la 23^e place parmi les pays de l'OCDE. » Cf. Notes de la DEPP 13.30 et 13.31 décembre.

Les épreuves de mathématiques PISA :
découvrez les questions mathématiques
de PISA 2012

Démarrer

PISA et l'opinion publique en 2000

Dès la première version de PISA, la radicalité de certains titres de presse écrite témoignait de la conscience des journalistes d'enjeux potentiels de ces résultats auprès du grand public. La Tribune (10/12/2001) considéra que PISA avait administré une fessée à l'école suisse et Der Spiegel (10/12/2001) se demanda si les allemands étaient stupides.

Les résultats français, plus mitigés, amenaient la presse à des positions moins marquées, qualifiées de « moyennes » et faisant apparaître des contrastes entre un bon niveau mathématique et des carences dans l'analyse et l'argumentation. Le discours reste distant : on s'interroge sur les motifs qui conduisent les résultats performants de la Corée et de la Finlande mais on fait l'hypothèse de biais culturels qui inciteraient à relativiser la comparaison internationale. Les choses vont changer en 2007.

La campagne présidentielle de 2007

Nicolas Sarkozy avait à plusieurs reprises fustigé l'école française. Ses thématiques de campagne évoquaient plus volontiers l'ordre (1) que la faiblesse des résultats mais « *la défaillance de l'école* » faisait partie avec « *la crise du travail, celle de la culture, les délocalisations, le chômage, la précarité, l'immigration non maîtrisée, l'insécurité ou la peur de l'exclusion* » des éléments d'inquiétude qu'il considérait comme ayant produit le « *doute immense qui a fait naître la peur* » (2). Promettant l'école de l'excellence contre celle du nivellement et de l'égalitarisme, les discours de campagne préparèrent le terrain sur lequel Darcos allait utiliser PISA comme l'outil de sa propagande politique.

Les enseignements de PISA 2006

Le 4 décembre 2007, Bernard Hugonnier, directeur-adjoint pour l'éducation à l'OCDE, présente les résultats de PISA 2006 à Paris. S'il caractérise la France par son efficience moyenne et sa faible capacité à compenser les inégalités sociales par sa politique scolaire, il se garde de tout propos catastrophiste, ciblant des perspectives de transformation nécessaires. Qu'on partage ou non ces perspectives alors développées, on doit constater que les analyses s'interdisent toute conclusion qualitative globale. Dans le domaine des sciences, forte dominante de PISA 2006, le score français est dans la moyenne des pays de l'OCDE, y compris du point de vue de la distribution des élèves. Mais cette moyenne cache des disparités de résultats : si les élèves français ont, dans le domaine des sciences, des performances de maîtrise notionnelle et conceptuelle plus faibles, ils ont des scores supérieurs à la moyenne dans l'aptitude à mener un raisonnement scientifique, notamment pour mobiliser les

connaissances nécessaires à la validation d'une hypothèse et à l'établissement d'une conclusion (3). Une baisse des scores est observable dans plusieurs items mais sa signification doit être mise en relation avec les objectifs de l'évaluation. En mathématiques où la compétence mesurée n'est pas instrumentale (pas d'évaluation de la maîtrise des opérations par exemple), les chiffres de PISA 2006 devraient plutôt inciter à développer le travail de résolution de problèmes. Quant à la maîtrise de la langue, les résultats portent sur la capacité de l'élève à trouver des informations, à les analyser, à les mettre en perspective. Rien ne permet donc d'inférer directement de ces résultats des éléments concernant les stratégies méthodologiques d'apprentissage de la lecture.

Il ne s'agit évidemment pas de se satisfaire de résultats qui questionnent le système éducatif français et sa capacité à faire réussir tous les élèves, mais de prendre en compte les dimensions de complexité de ces enquêtes pour que les conclusions qui en soient tirées puissent prétendre à l'amélioration du système.

L'offensive Darcos

Ce ne seront pas ces principes qui guideront l'exploitation politique faite par Xavier Darcos. Le 11 décembre 2007 alors que la presse a largement commenté les résultats récemment publiés de PISA, le ministre présente son programme d'action. Le motif exposé est clairement fondé dans les résultats des enquêtes internationales qui sont évoquées avec un lexique sans ambiguïté : « *alarmant, médiocre, inquiétant* ». « *Les résultats de la France régressent* » ce qui légitime un changement radical, Darcos considérant que l'école se trouve à un « *tournant de son histoire* » et que les évaluations internationales témoignent de l'inadaptation du système scolaire et de la nécessité de passer d'une phase de massification à une phase de qualification. Sous cette terminologie technique, se cache à peine la volonté de libéraliser le service public en lui appliquant le principe de la concurrence entre les établissements et ses éléments corollaires : la rémunération au mérite et l'autonomie des établissements.

Le 4 février 2008, Marcel Pochard remet son rapport (4) sur la redéfinition du métier d'enseignant au ministre. Y sont affirmées les perspectives libérales évoquées plus haut que Pochard prétend fonder dans PISA : « *Les derniers résultats de PISA montrent que tous les pays qui ont de bonnes performances scolaires ont donné à leurs établissements de larges marges de responsabilité dans leur organisation.* » L'étude de Denis Maguain (5), établie pour la direction générale du Trésor et de la politique économique et parue en mai 2008, va dans le même sens : PISA devient l'argument fondamental pour administrer la preuve que l'efficience du système sco-

laire repose sur la décentralisation et la contractualisation. Maguain développe sa « *boîte à outils* » : des contrats incitatifs avec part variable du salaire et évaluation externe.

Se développe donc une première exploitation de PISA : imposer des perspectives néolibérales de gestion du système scolaire par le constat des échecs du système en cours. Cette perspective prétend se fonder scientifiquement sur les évaluations internationales. Or ni Pochard, ni Maguain ne se penchent véritablement sur les contenus de PISA, ils se satisfont du constat sommaire et déformé comme quoi PISA prouverait l'inefficacité du système français.

Seconde offensive Darcos

Le 22 avril 2008, Darcos présente les nouveaux programmes. Cette fois-ci c'est PIRLS qui est évoqué pour justifier le renoncement nécessaire au « *pédagogisme* », la France étant désormais « *en fin de classement* ». Toute opportunité médiatique est l'occasion, pour le ministre, de répéter la chute des performances et la piètre position de la France comme la justification fondamentale de sa réforme des programmes (6). La simplification devient outrancière car PIRLS 2006 ne peut se résumer ainsi. Tout d'abord parce que le score français est formé par un ensemble de constats dont l'agrégation a une valeur relative: certains écarts de résultats entre 2001 et 2006 ne sont pas considérés comme significatifs (7) et la variation de réussite n'est pas toujours négative. Mais surtout, le constat se limite à annoncer une baisse de performance et ne se préoccupe pas de l'analyse de l'évaluation qui permet de cerner les faiblesses des élèves français et de percevoir que leur difficulté majeure n'est pas le traitement de l'information en soi mais l'analyse sémantique. Difficile de croire que PIRLS 2006 témoignerait donc de difficultés directement liées à la maîtrise du code.

De même, les résultats de PISA auraient logiquement dû amener à développer l'apprentissage de la résolution de problèmes. C'est le choix inverse qui sera fait par les programmes PISA n'est clairement qu'un prétexte pour alarmer, pour inquiéter et ainsi légitimer l'urgence à réformer quand bien même cette urgence ne serait en rien guidée par les conclusions de l'enquête internationale.

La lecture ministérielle est de surcroît très sélective : PIRLS 2006 constatait qu'il y avait une corrélation entre le temps de scolarisation préélémentaire et les performances de lecture (8) mais cet élément ne fut pas invoqué pour développer la scolarisation en maternelle dans une période où elle déclinait fortement pour les deux ans. Le ministre resta très discret sur la qualité des scores de l'éducation prioritaire qui offraient une bien meilleure résistance que ceux du « hors-ZEP » et ne légitimaient

aucune urgence à développer le programme Éclair.

Les enseignements de PISA 2009

PISA 2009 livre des résultats proches de PISA 2006 : la France se situe dans la moyenne et continue à produire une forte inégalité des résultats. Depuis 2000, l'écart entre les meilleurs et les moins bons s'est creusé, par exemple dans le domaine de la compréhension de l'écrit qui est une dominante de PISA 2009. En mathématiques, les résultats accusent une nouvelle baisse tout en se maintenant dans la moyenne. En résumé, PISA 2009 dit la même chose que PISA 2006 : les performances des élèves français se situent dans la moyenne mais sont fortement discriminées et témoignent d'une inégalité qui se creuse.

L'enquête confirme la corrélation entre redoublement et inégalité et souligne les effets bénéfiques de la scolarisation à deux ans sur les performances de compréhension de l'écrit.

Chatel temporise ...

Cette fois-ci, pas question de s'alarmer trop vivement, ce qui reviendrait à mettre en question les résultats de la politique Darcos. Alors on temporise ...

Tout d'abord en affirmant que les réformes engagées n'auraient d'incidence sur les résultats qu'en 2015. On verra ce principe varier suivant la nature des résultats et le délai se raccourcir s'il s'agit de tirer profit d'une évaluation positive. Chatel tira évidemment parti d'une conclusion de PISA qui ne pouvait que servir la politique en cours : il n'y a pas de lien entre la dépense d'éducation et la réussite des élèves. Bel exemple de corrélation rapidement transformée en causalité. Pourtant, la synthèse de PISA a fait preuve de la plus grande prudence : « *l'absence générale de corrélation entre les ressources et les résultats ne signifie pas que les ressources ne sont pas importantes, mais que leur niveau n'a pas d'impact systématique sur le niveau de performance global.* » En résumé, PISA dit que l'amélioration qualitative n'est pas la conséquence automatique des moyens. Chatel dit que les « *moyens sont sans rapport avec la performance du secteur éducatif* ». On voit dans ce glissement de formulation ce qu'est devenu PISA : une source de légitimation des choix politiques quitte à déformer le sens de l'enquête. On en sélectionne partialement les éléments d'analyse en oubliant ceux qui ne correspondent pas à ce qu'on cherche. On révisé les formulations pour les faire correspondre à des arguments de propagande politique à qui on prétendra donner ainsi les vertus de l'objectivité d'une grande enquête internationale.

Les enseignements de PISA 2012

Pas de changements radicaux : des résultats moyens, une baisse en mathématiques qui se poursuit, des écarts

traduisant toujours l'incapacité de la France à atteindre ses ambitions égalitaires. Les élèves issus des milieux défavorisés sont marqués non seulement par la faiblesse de leurs résultats mais aussi par la mauvaise qualité de leur relation à une école qui ne parvient pas à les motiver et qui les rend anxieux.

Peillon : l'annonce du « pire »

Alors que les résultats de PISA étaient encore « sous embargo », comme le dit le langage codé OCDE, le ministre Vincent Peillon lâche, à propos de Pisa 2012, une formule choc : « *Ça va être encore pire* ». Sur un plateau télévisé, il commente les futurs résultats : « *La France décroche totalement dans les performances de ses élèves. [...] ça devient dramatique* » ou encore « *On laisse sur le côté 25% de notre jeunesse* ». On voit que le ministre a déjà décidé de faire des résultats de PISA un argument pour la refondation, quitte à dramatiser la manière de présenter les résultats pour bien convaincre de l'urgence de la réforme.

Que les choses soient claires, nous ne reprochons évidemment pas à un ministre de l'Éducation nationale de s'inquiéter des résultats inégalitaires de son institution scolaire. Nous pensons seulement que cela ne doit pas être politiquement instrumentalisé.

De l'usage de PISA ...

Dès lors que les premières réactions, qui dénigraient souvent trop systématiquement le principe même des évaluations internationales, s'estompèrent et que PISA devint un élément essentiel du discours public sur l'école, on pouvait croire que le programme allait devenir un observatoire objectif des acquis des élèves et de leurs évolutions. La médiatisation simpliste du classement a malheureusement détourné PISA de sa fonction première vers une interprétation exclusivement globale qui sert exclusivement la volonté de légitimer ou de critiquer une politique scolaire. La caricature est donnée par les responsables de l'UMP qui voient en PISA la preuve de la faillite de la politique Peillon alors que le que les élèves évalués par PISA 2012 ont fait leur scolarité sous des politiques menées par des premiers ministres UMP.

Que dit PISA en réalité ...

Si sa tendance au palmarès constitue un réel handicap d'usage, PISA permet cependant de mieux comprendre l'école. En oubliant les éléments comparatifs d'un concours inutile, on peut y trouver quelques informations qui n'on jamais fait la une de la presse, ni le cœur des discours politiques.

Par exemple, on y apprend qu'il n'y a pas de relation entre le pourcentage d'immigrés et le score d'un pays. N'en déplaise à Claude Guéant qui affirmait que « *les*

deux tiers des échecs scolaires, c'est l'échec d'enfants d'immigrés »(11).

On y apprend aussi que le redoublement fréquent (un élève sur trois à 15 ans dans plusieurs pays européens dont la France) n'a pas d'incidence positive sur les acquis des élèves et renforce les effets scolaires des inégalités d'origine socio-économique. Ce redoublement fréquent ne réduit pas la part des élèves en grande difficulté. N'en déplaise aux ministres successifs qui ont soigneusement évité le sujet.

On y apprend aussi que plus la filiarisation est précoce, moins l'école est égalitaire et moins performants sont les élèves. N'en déplaise à Laurent Wauquiez qui pensent que le collège unique est un des facteurs du « décrochage français » constaté par PISA(12).

PISA dit aussi que les politiques qui privilégient la déssectorisation et la concurrence entre établissements creusent les écarts et renforcent les inégalités sans amélioration des performances. N'en déplaise à l'UMP qui propose « *le libre choix des parents* » comme solution aux difficultés constatées par PISA (13).

De la responsabilité de l'école ...

A entendre certains commentateurs, chaque parution de PISA est le signe de la piètre qualité du service public d'éducation français. Là où le rapport de l'OCDE dit moyen, la presse dit souvent « médiocre » et l'UMP dit « mauvais » (14). C'est que PISA est souvent le prétexte pour tenir un discours idéologique sur la question des services publics et en parlant des résultats médiocres des services publics, la droite libérale compte bien continuer à administrer la prétendue preuve de leur incompetence.

PISA dit clairement au service public d'éducation français que l'inégalité de ses résultats doit constituer sa préoccupation première. Aucun fonctionnaire n'a le droit de se tenir à l'écart de cette préoccupation. Mais la réussite scolaire n'est pas qu'une question scolaire et il serait malhonnête d'afficher l'exclusive responsabilité de l'Éducation nationale et de ses fonctionnaires quand la situation sociale et économique a évidemment un impact sur les résultats des élèves. Encore une fois, il ne s'agit pas de vouloir échapper à des responsabilités qui sont évidentes mais de refuser que le constat d'inégalité soit l'argument qui soutienne les mises en œuvre politiques qui creuseront davantage encore les écarts. Car ce que dit PISA, c'est clairement que les évolutions libérales des dernières années n'ont pas permis au système d'améliorer ses résultats.

Que faire?

La volonté politique de réduire les inégalités nécessite que des choix stratégiques soient faits pour y parvenir. La complexité des enjeux est telle qu'il ne faut pas rêver

la mesure miracle qui permettra de résoudre le problème. D'autant qu'on risque de débattre longtemps de celle qu'il faut préférer.

Des champs d'intervention apparaissent cependant clairement comme déterminants. Une des clés de l'évolution positive du système, et pas la moindre, est celle de la formation des enseignants. Si la part de l'effet-maître restera encore longtemps au cœur des polémiques, elle ne peut être considérée comme insignifiante. La question de l'inégalité doit être au cœur de la formation mise en œuvre par les ESPE, à la fois pour quelle constitue un point essentiel de la culture professionnelle commune et pour qu'elle devienne l'objet de recherches pédagogiques et didactiques.

La question de la formation continue reste entière, aucun moyen n'ayant été dégagé dans cette perspective. Or, nous n'avancerons pas sur le plan qualitatif sans qu'une formation continue ambitieuse soit mise en œuvre. Elle a un coût qu'il faut assumer car la réduction des inégalités nécessite des moyens. Ces moyens ne sont pas la garantie de la réussite mais leur absence est la garantie de l'échec !

Le discours habituel qui convenait à nier toute incidence du taux d'encadrement sur la réussite des élèves a été suffisamment mis à mal par des travaux de recherche (15) pour qu'on considère a minima que la diminution des effectifs est un vecteur de progrès des compétences des élèves.

Restera à convaincre les jeunes générations de choisir les métiers de l'enseignement pour lutter contre une crise du recrutement qui, si elle perdure, rendra difficile les évolutions positives attendues. Rendre le métier plus attractif aura aussi un coût.

Que Pisa nous rappelle que l'objet fondamental de nos attentions doit être la lutte contre l'inégalité scolaire est salubre. Mais ni les exagérations déclinistes qui voudraient nous faire croire à une école publique moribonde, ni les exclamations outrées qui sous-entendent que les fonctionnaires n'auraient cure de ces inégalités, ni la dramatisation qui postulerait que du scandale pourrait naître des solutions, ne s'intéressent aux élèves victimes de ces inégalités.

« Permettre à tous les professeurs de mieux faire réussir leurs élèves ».

Nous partageons l'objectif ministériel annoncé au lendemain de PISA mais nous attendons que les volontés soient clairement guidées par cet objectif. Or force est de constater que les stratégies de gouvernance en sont parfois bien éloignées.

Le SNPI et ses adhérents réclament que les missions d'inspection soient centrées sur l'accompagnement des pratiques professionnelles. Puisse PISA, au-delà de la vague médiatique de quelques semaines, contribuer à ce

que ce vœu soit enfin entendu au service d'une école égalitaire, ambitieuse et respectueuse de ses élèves comme de ses personnels.

Paul DEVIN

- (1) « Nous devons reconstruire une école du respect où les élèves se lèvent quand le professeur entre dans la classe » Maisons-Alfort, 2/02/2007
- (2) Bercy, 29/04/2007 et Congrès de l'UMP, 14/01/07
- (3) Ginette BOURNY, Agnès BRUN, *Les élèves de 15 ans, Premiers résultats de l'évaluation internationale PISA 2006 en culture scientifique*, Notes d'information DEPP, 07-42, déc. 2007
- (4) *Livre vert sur l'évolution du métier d'enseignant*, janvier 2008, p.123
- (5) Denis MAGUAIN, *L'influence de l'organisation des systèmes éducatifs sur l'efficacité et l'équité*, Documents de travail de la DGPE, mai 2008.
- (6) par exemple sur France-Inter (7/10), le 16 avril 2008 ou sur France 5 (Ripostes) le 20 avril 2008.
- (7) « not statistically significant » : PIRLS 2006 International report, p.44
- (8) PIRLS 2006 International report, p.158
- (9) communiqué de Bruno Julliard, secrétaire national du PS à l'Éducation, décembre 2010
- (10) Marc DEMEUSE et Ariane BAYE, *Indicateurs d'équité éducative. Une analyse de la ségrégation académique et sociale dans les pays européens*, Revue française de pédagogie 4/2008 (n° 165), p. 91-103.
- (11) Claude Guéant sur Europe 1, le 22/05/2011
- (12) Laurent Wauquiez sur BFMTV, le 3/12/2013
- (13) Communiqué UMP du 3/12/2013
- (14) Communiqué UMP du 3/12/2013
- (15) Thomas PIKETTY et Mathieu VALDENNAIRE, *L'impact de la taille des classes sur la réussite scolaire dans les écoles, collèges et lycées français*, Les dossiers évaluations et statistiques, n°173, mars 2006

Ressources sur PISA 2012

La synthèse 2012

► [la synthèse](#)

Les résultats français

► [l'analyse des résultats français](#)

L'analyse de la DEPP

► [note d'information 13-30](#)

► [note d'information 13-31](#)